

Pavlič, Breda; Uranga, Raúl R; Cizelj, Boris et Svetličič, Marjan (Ed.), *The Challenges of South-South Cooperation*. Boulder (Col.), Westview Press, 1983, 467 p.

Julio C. Neffa

Volume 16, Number 1, 1985

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701811ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701811ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Neffa, J. C. (1985). Review of [Pavlič, Breda; Uranga, Raúl R; Cizelj, Boris et Svetličič, Marjan (Ed.), *The Challenges of South-South Cooperation*. Boulder (Col.), Westview Press, 1983, 467 p.] *Études internationales*, 16(1), 175–176.  
<https://doi.org/10.7202/701811ar>

Pour K. Kiljunen, la politique d'aide de la Finlande peut être analysée en quatre périodes. Les années 1950 marquent le début d'une présence finlandaise dans l'aide aux pays en développement. Mais cette aide est fort limitée, puisque la Finlande, compte tenu de la reconstruction nationale et des paiements de dédommagements à l'URSS, était un net receveur d'aide internationale jusqu'à 1960. La décennie 60, selon l'auteur, marque un progrès intéressant dans le flux d'aide internationale accordée par la Finlande. Mais sa logique politique demeure à courte vue et fonction de la promotion des intérêts propres à la Finlande.

La période 1970-1975 est-elle devenue une époque de transition vers un rôle plus actif et plus articulé pour l'aide extérieure au sein de la politique étrangère globale de la Finlande? Depuis 1975, les débats publics quant à l'aide internationale ont pris une place importante en Finlande. Parallèlement, l'internationalisation grandissante du capital finlandais fait apparaître d'autant les contradictions entre les volontés de priorité à la commercialisation de l'aide et celles à la solidarité envers les peuples du tiers-monde. L'État finlandais tente de garder un discours progressiste, alors que ses actions concrètes tendent à stimuler les intérêts des entrepreneurs finlandais.

Bien loin de l'objectif d'une aide publique atteignant 0.7 % du P.N.B., la Finlande reste un des pays qui offre le moins en aide extérieure. En 1981, ce pays n'allouait que 0.3 % de son P.N.B. en aide publique, ce qui est toutefois meilleur que la part relative accordée par la Suisse ou les États-Unis.

Ayant encore relativement peu d'intérêts économiques au tiers-monde, la Finlande se veut très favorable à l'aide multilatérale; celle-ci représente d'ailleurs 40% de l'aide publique finlandaise. Mais au cours des dernières années, une certaine désaffection se manifeste envers les institutions des Nations Unies, tant dans les milieux internationaux que dans les cercles politiques finlandais. Il est probable que s'accroisse le réaménagement des canaux d'aide multilatérale octroyée par Helsinki. Le retour à un certain mercantilisme dans les pratiques internationales de la Finlande,

suivant en cela les autres démocraties occidentales, nous apparaît beaucoup plus important que ne semble l'admettre l'auteur.

La Finlande a des compétences reconnues dans certains secteurs, et qui apparaissent des domaines-clés pour l'expansion des coopérations avec les pays en développement: foresterie, agriculture, ingénierie, secteur minier, construction, etc. Il n'en reste pas moins que l'aide finlandaise au développement joue un rôle mineur dans les flux Nord-Sud, et que malgré un certain enthousiasme de l'auteur, nous ne saurions négliger de soumettre que même le discours politique à Helsinki en faveur du développement harmonieux au Sud s'est modéré depuis 1981, pour faire place à des pratiques plus « pragmatiques ».

La Finlande a joué, durant la décennie 70, un rôle constructif dans les débats sur le nouvel ordre économique international. Devrait-on souhaiter qu'elle redevienne aussi active dans les instances politiques internationales, tout en améliorant sa performance en terme de flux financiers. Mais le contexte international et la logique actuelle de la politique intérieure finlandaise ne devraient amener l'État finlandais à des mesures et politiques activistes. À Helsinki, la logique politique des derniers mois tend à s'inscrire dans ces mots: prudence, préservation, consolidation.

Normand DICKEY

*Département de science politique  
Université Laurentienne, Sudbury, Canada*

PAVLIČ, Breda; URANGA, Raúl R.; CIZELJ, Boris et SVETLIČIĆ, Marjan (Ed.), *The Challenges of South-South Cooperation*. Boulder (Col.), Westview Press, 1983, 467 p.

Ce livre, édité avec la coopération du *Research Centre for Cooperation with Developing Countries* de Ljubljana (Yougoslavie), analyse les aspects internes et externes de cette coopération, et compte avec une présentation de Gamani Correa, secrétaire général de l'UNCTAD.

La première partie comprend une approche générale centrée sur les divers aspects de la coopération régionale et interrégionale ainsi que les conditions d'une autosuffisance (*Self reliance*) des pays non-alignés, dans la perspective d'un Nouvel ordre économique international. L'approche sectorielle présente une analyse très détaillée des divers aspects clés : le commerce, la politique monétaire, les entreprises publiques multinationales, les « *joint ventures* », l'agriculture, la communication, l'information, et la planification industrielle au sein du Pacte andin. La diversité de situations entre les pays arabes, latino-américains, et du Sud-Est asiatique est bien éclairée faisant apparaître l'urgence et les contraintes imposées par la coopération entre les pays « du Sud », c'est-à-dire sous-développés et en voie d'industrialisation.

La seconde partie, les aspects externes, fait l'analyse des changements opérés dans le processus de coopération économique, scientifique et technique. Si la coopération Nord-Sud reste encore la plus importante en volume, la tendance révélée montre ses limites. En effet, l'aide publique au développement des pays industrialisés reste nettement au-dessous des objectifs fixés par les organismes des Nations Unies, peut-être à cause des conséquences de la crise économique internationale. Mais d'autre part, les pays en voie de développement sont de plus en plus réticents devant toutes les implications directes et indirectes de « l'aide » en provenance des pays du Nord. L'action des entreprises transnationales et leur comportement autonome vis-à-vis des politiques économiques nationales sont soigneusement analysés par M. Rana K. Singh, directeur de la Division d'Analyse de l'Information du Centre de l'ONU sur les Corporations Transnationales de New York.

Le transfert de technologie entre les pays de l'Europe de l'Est et les pays en voie de développement donne lieu à une discussion dont M. Istran Dobòzi fait état, faisant des propositions pour son développement futur dans les domaines de l'exportation vers le COMECOM, le transfert de technologie, les « *Joint ventures* » et les « invisibles », tout en respectant les priorités nationales des politiques économiques des pays du Sud.

Les conclusions et les recommandations sont formulées à partir de la perspective d'un renforcement d'une « autosuffisance » collective. Le « programme de Caracas » dans le domaine financier, adopté par la Conférence de Haut Niveau (réalisée en mai 1981) est annexé, permettant ainsi l'analyse de ce document important.

Le concept d'autosuffisance, thème substantiel de la coopération Sud-Sud, donne lieu à une sélection de définitions les plus connues sur ce concept, encore imprécis mais très significatif.

Cet ouvrage constitue un outil pédagogique très utile pour tous ceux qui s'intéressent aux relations économiques internationales. L'unique critique que nous formulons dérive de l'inexistence d'une définition plus claire du nouveau contexte mondial : la crise qui frappe directement les pays capitalistes industrialisés, ayant des répercussions sur sa périphérie, le Sud. La restructuration de l'économie mondiale risque de se faire au détriment des pays du Sud, malgré sa forte population et ses ressources naturelles. La coopération Sud-Sud devient alors une alternative difficile, mais le pari est de taille.

Julio C. NEFFA

Chercheur au CNRS (France)

SJÖSTRÖM, Margareta and Rolf. *How Do You Spell Development? A Study of a Literacy Campaign in Ethiopia*. Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1983, 196 p.

Ce volume présente tout le processus d'évaluation d'une campagne d'alphabétisation initiée en Éthiopie en 1962. D'envergure nationale, cette campagne a toutefois concentré ses activités en milieu rural et auprès de la population adulte. Il n'en reste pas moins que la majorité des participants ont été des enfants. Pour les fins de ce travail, les auteurs ont défini l'alphabétisation comme la capacité de lire, d'écrire et de compter.

L'étude a été effectuée entre 1974 et 1976 avec l'objectif de décrire et d'analyser